

Ces présentations doivent être adressées au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, Service des Juridictions du travail, rue Ernest Blerot 1, à 1070 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, Dienst Arbeids-gerechten, Ernest Blerotstraat 1, 1070 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/14359]

### 22 DECEMBRE 2017. — Circulaire n° 264 Connexion des communes au Casier judiciaire central

Le Ministre de la Justice

à

Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

Pour information

Aux associations des villes et communes flamandes, bruxelloises et wallonnes ainsi qu'aux associations d'officiers de l'état civil,

Madame et Messieurs les Ministres des trois Régions ayant les administrations locales dans leurs attributions,

Madame et Messieurs les Premiers Présidents des Cours d'appel,

Madame et Messieurs les Premiers Présidents des Cours du travail,

Madame et Messieurs les Procureurs Généraux près les Cours d'appel,

Monsieur le Procureur fédéral,

Mesdames et Messieurs les Procureurs du Roi et les Auditeurs du travail,

Mesdames et Messieurs les Greffiers en chef et Greffiers adjoints,

Mesdames et Messieurs les Présidents et Chefs de corps des zones de police,

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, les communes délivreront les extraits de casier judiciaire au citoyen exclusivement sur la base du Casier judiciaire central, par le biais de l'application CJCS-CG, et non plus sur la base du casier judiciaire communal (1).

À ce jour, le SPF Justice a, dans les grandes lignes, déjà concrétisé les aspects suivants :

- modernisation de l'application du Casier judiciaire central (CJCS) ;
- numérisation (après scanning ou directement à la source) de tous les nouveaux bulletins de condamnation ;
- transmission via e-mail des bulletins de condamnation par les cours et tribunaux au service du Casier judiciaire central (2) ;
- publication de l'arrêté royal du 21 novembre 2016 fixant les modalités de délivrance des extraits de casier judiciaire aux particuliers (AR du 21 novembre 2016) ;
- circulaire n° 260 à l'adresse des autorités judiciaires afin de leur rappeler les directives dans le cadre de la connexion des communes au Casier judiciaire central (MB du 17 août 2017).

Afin que la connexion des communes au Casier judiciaire central se déroule dans les meilleures conditions, il convient que les communes respectent les directives suivantes.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/14359]

### 22 DECEMBER 2017. — Omzendbrief nr. 264 Aansluiting van de gemeenten op het Centraal Strafregister

De Minister van Justitie

aan

De dames en heren Burgemeesters,

De dames en heren Provinciegouverneurs,

Ter info aan

De Vlaamse, Brusselse en Waalse verenigingen van steden en gemeenten en verenigingen van ambtenaren van de burgerlijke stand,

Mevrouw en de heren Ministers van de drie gewesten, onder wier bevoegdheid de plaatselijke besturen vallen,

Mevrouw en de heren Eerste voorzitters bij de Hoven van Beroep,

Mevrouw en de heren Eerste voorzitters bij de Arbeidshoven,

Mevrouw en de heren Procureurs-generaal bij de Hoven van Beroep,

Mijnheer de Federale Procureur,

De dames en heren Procureurs des Konings en Arbeidsauditeurs,

De dames en heren Hoofdgriffiers en Adjunct-griffiers,

De dames en heren Voorzitters en Korpschefs van de Politiezones,

Vanaf 1 januari 2018 zullen de gemeenten de uittreksels uit het strafregister aan de burger uitsluitend afleveren op basis van het Centraal Strafregister via de applicatie CJCS-CG, en niet meer op basis van het gemeentelijk strafregister (1).

Op vandaag werd, in grote lijnen, door de FOD Justitie reeds het volgende gerealiseerd :

- Modernisering van de applicatie van het Centraal Strafregister (CJCS);
- Digitalisering (na scanning of rechtstreeks vanaf de bron) van alle nieuwe veroordelingsberichten;
- Overzending van veroordelingsberichten door de hoven en rechtbanken aan het Centraal Strafregister via e-mail (2);
- Publicatie van het koninklijk besluit van 21 november 2016 betreffende de modaliteiten van aflevering van de uittreksels uit het strafregister aan particulieren (KB van 21 november 2016);
- Omzendbrief nr. 260 gericht aan de gerechtelijke instanties betreffende de aansluiting van de gemeenten op het Centraal Strafregister – gegevens die aan het Centraal Strafregister moeten worden bezorgd (B.S., 17 augustus 2017).

Teneinde de aansluiting van de gemeenten op het Centraal Strafregister vlot te laten verlopen, dienen de gemeenten de hierna volgende richtlijnen in acht te nemen.

## I. GÉNÉRALITÉS

### 1. Connexion des communes à l'application CJCS-CG

La procédure pour se connecter à l'application CJCS-CG et utiliser celle-ci est décrite en détails dans le manuel d'utilisation qui a déjà été distribué aux administrations communales et qui peut être consulté sur le site Internet (3) du SPF Justice ainsi que dans l'application CJCS-CG.

### 2. Arrêté royal du 21 novembre 2016 fixant les modalités de délivrance des extraits de casier judiciaire aux particuliers

L'AR du 21 novembre 2016, qui donne exécution aux articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle, est entré en vigueur le 12 février 2017. L'AR a une portée générale et est applicable, à partir de cette date, à toutes les administrations communales. Cet AR peut être consulté sur le site Internet du SPF Justice.

### 3. Déclaration de confidentialité

La déclaration de confidentialité contient les noms des personnes demandant l'accès à l'application CJCS et qui ont été habilitées par le bourgmestre à délivrer des extraits du Casier judiciaire central conformément aux articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle. Il est permis de mentionner plusieurs noms d'utilisateurs dans un même document.

Les utilisateurs s'engagent à maintenir le caractère confidentiel des informations, conformément à l'article 601 du Code d'instruction criminelle. C'est pourquoi il est important que la déclaration de confidentialité soit signée par chaque utilisateur.

Vous retrouverez la déclaration de confidentialité ainsi que de plus amples informations à ce sujet sur le site Internet du SPF Justice.

### 4. Utilisateurs de l'application CJCS-CG

En cas de changement d'utilisateurs, il est important de suivre les étapes suivantes :

— Ajouter un nouvel utilisateur : le nouvel utilisateur signe la déclaration de confidentialité et le gestionnaire d'accès (principal) active l'accès. Le conseiller en sécurité de l'information doit transmettre une copie de la déclaration de confidentialité signée au service du Casier judiciaire central. Si la commune ne dispose pas d'un conseiller en sécurité de l'information, elle peut alors la transmettre elle-même au service du Casier judiciaire central.

— Supprimer un utilisateur existant : lorsqu'un collaborateur ne travaille plus au sein de l'administration communale ou y effectue d'autres tâches, de sorte qu'il n'a plus aucune raison d'avoir accès à CJCS-CG, le gestionnaire d'accès (principal) doit alors désactiver l'accès. Le conseiller en sécurité de l'information ou, si personne n'a été désigné à cette fonction, la commune transmet le nom de l'utilisateur supprimé ainsi que la date de la suppression au service du Casier judiciaire central.

### 5. Extraits de casier judiciaire

#### 5.1. Directives générales

##### 5.1.1. Qui délivre l'extrait ?

###### 5.1.1.1. Les administrations communales

Les administrations communales délivrent les extraits de casier judiciaire à tout citoyen ayant :

- sa résidence légale/résidence principale en Belgique ;

- un numéro de registre national,

indépendamment du fait que l'extrait soit destiné à être utilisé en Belgique ou à l'étranger.

###### 5.1.1.2. Le Casier judiciaire central

Le Casier judiciaire central délivre les extraits de casier judiciaire, sans intervention des administrations communales, dans les cas suivants :

- lorsque le citoyen n'a pas (ou plus) sa résidence légale/ résidence principale en Belgique ;

- lorsque le citoyen a été radié d'office ;

- lorsque la demande émane :

o des autorités judiciaires, sur la base de l'article 593 du Code d'instruction criminelle, lesquelles disposent d'un accès direct à l'application CJCS ;

o des instances administratives habilitées, sur la base des articles 593 et 594 du Code d'instruction criminelle, et notamment de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central ;

- lorsqu'un extrait relatif à une personne morale (société, asbl, ...) doit être délivré ;

- lorsque le demandeur est un agent diplomatique ou consulaire belge ou étranger, qui n'a pas de résidence légale/résidence principale en Belgique et n'a pas de numéro de registre national.

## I. ALGEMEENHEDEN

### 1. Aansluiting van de gemeenten op CJCS-CG

De procedure inzake aansluiting tot en gebruik van de applicatie CJCS-CG staat gedetailleerd omschreven in de gebruikershandleiding die reeds werd verspreid aan de gemeentebesturen en kan worden geraadpleegd op de website (3) van de FOD Justitie en in de applicatie CJCS-CG.

### 2. Koninklijk besluit van 21 november 2016 betreffende de modaliteiten van aflevering van de uittreksels uit het strafregister aan particulieren

Het KB van 21 november 2016, dat uitvoering geeft aan de artikelen 595 en 596 van het Wetboek van strafvordering, trad in werking op 12 februari 2017. Het KB heeft een algemene draagwijdte en is vanaf die datum van toepassing op alle gemeentebesturen. Dit KB kan geraadpleegd worden op de website van de FOD Justitie.

### 3. Vertrouwelijkheidsverklaring

De vertrouwelijkheidsverklaring bevat de namen van de personen die toegang hebben tot de applicatie CJCS en die gemachtigd werden door de burgemeester om uittreksels uit het Centraal Strafregister af te leveren conform de artikelen 595 en 596 van het Wetboek van strafvordering. Het is toegestaan meerdere namen van gebruikers op te nemen in eenzelfde document.

De gebruikers verbinden zich ertoe het vertrouwelijk karakter van de informatiegegevens te bewaren, conform artikel 601 van het Wetboek van strafvordering. Daarom is het belangrijk dat de vertrouwelijkheidsverklaring ondertekend wordt door elke gebruiker.

De vertrouwelijkheidsverklaring alsook meer informatie hierover is terug te vinden via de website van de FOD Justitie.

### 4. Gebruikers van de applicatie CJCS-CG

Wanneer er een wijziging is van gebruikers, is het belangrijk om de volgende stappen te volgen :

— Een nieuwe gebruiker toevoegen : de nieuwe gebruiker ondertekent de vertrouwelijkheidsverklaring en de (hoofd)toegangsbeheerder activeert de toegang. Een kopie van de ondertekende vertrouwelijkheidsverklaring dient door de informatieveiligheidsconsulent te worden overgemaakt aan het Centraal Strafregister. Wanneer de gemeente geen informatieveiligheidsconsulent heeft, bezorgt de gemeente de vertrouwelijkheidsverklaring zelf aan het Centraal Strafregister.

— Een bestaande gebruiker schrappen : wanneer een medewerker niet meer werkt bij het gemeentebestuur of een ander takenpakket heeft gekregen, zodat hij geen reden meer heeft om toegang te hebben tot CJCS-CG, dan moet de (hoofd)toegangsbeheerder de toegang deactiveren. De informatieveiligheidsconsulent, of in het geval er geen aangesteld werd, de gemeente, geeft de naam van de geschrapte gebruiker en de datum van schrapping door aan het Centraal Strafregister.

### 5. Uittreksels uit het strafregister

#### 5.1. Algemene richtlijnen

##### 5.1.1. Wie levert het uittreksel af ?

###### 5.1.1.1. De gemeentebesturen

De gemeentebesturen leveren de uittreksels van het strafregister af aan elke burger die :

- in België zijn wettelijke verblijfplaats/hoofdverblijfplaats heeft in de gemeente;

- beschikt over een rijksregisternummer,

ongeacht of het uittreksel bestemd is voor gebruik in België of het buitenland.

###### 5.1.1.2. Het Centraal Strafregister

Het Centraal Strafregister levert, zonder tussenkomst van de gemeentebesturen, de uittreksels van het strafregister af in de volgende gevallen :

- in geval de burger geen wettelijke verblijfplaats/hoofdverblijfplaats (meer) in België heeft;

- in geval de burger ambtshalve werd geschrapt;

- in geval de aanvraag uitgaat van :

o de gerechtelijke overheden op basis van art. 593 Wetboek van Strafvordering, dewelke een rechtstreekse toegang hebben tot de applicatie CJCS;

o de gemachtigde administratieve instanties op basis van de artikelen 593-594 Wetboek van Strafvordering, en m.n. het KB van 19 juli 2001 betreffende de toegang van bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafregister;

- in geval een uittreksel betreffende een rechtspersoon (vennootschap, vzw, ...) dient te worden afgeleverd;

- in geval de aanvrager een Belgische of buitenlandse diplomatiek of consulaire beambte is, die geen wettelijke verblijfplaats/hoofdverblijfplaats heeft in België en geen rijksregisternummer heeft.

Dans les cas ci-dessus, le demandeur (ou son mandataire) qui se rend à la commune afin d'obtenir un extrait de casier judiciaire, doit donc être renvoyé vers le SPF Justice :

Service Casier judiciaire central

boulevard de Waterloo 80

1000 Bruxelles.

Le guichet du service est accessible les jours ouvrables de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 15h30.

E-mail : casierjudiciaire@just.fgov.be

### 5.1.2. Types d'extraits

Il existe trois types principaux d'extraits de casier judiciaire pour les particuliers :

- le modèle 595, à savoir le modèle de base qui doit être délivré dans tous les cas où un modèle 596 (1 ou 2) ne doit pas être délivré ;

- le modèle 596-1, à savoir le modèle d'extrait délivré pour l'exercice d'une activité réglementée. Il existe différents sous-types pour ce modèle, en fonction de l'activité réglementée dont il s'agit. Une liste de l'ensemble des activités réglementées connues figure en annexe de la circulaire n° 204. La version actualisée de cette liste peut être consultée en ligne sur le site Internet du SPF Justice ;

- le modèle 596-2, à savoir le modèle d'extrait délivré pour l'exercice d'une activité en rapport avec des mineurs. L'article 596, al. 2, du Code d'instruction criminelle décrit cette activité comme suit : « une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs ».

Vous trouverez de plus amples informations sur le contenu des différents modèles d'extrait pour les particuliers ainsi que la liste des activités réglementées dans la circulaire n° 204 relative aux extraits de casier judiciaire (M.B. du 10 juin 2013), consultable sur le site internet du SPF Justice.

Pour pouvoir garantir que la commune délivre le type d'extrait correct au citoyen, il est conseillé d'utiliser le formulaire type lorsque le citoyen doit présenter l'extrait à un tiers (p. ex., employeur actuel ou futur, club ou association dont il/elle est membre...) et que le citoyen exerce

- une activité réglementée (modèle 596-1) ou

- une activité où il/elle entre en contact avec un mineur (modèle 596-2).

Il peut aider à déterminer le type d'extrait qu'il convient de demander ou de délivrer.

Veillez diffuser ces informations en interne et les mettre à la disposition des citoyens, employeurs et associations par le biais des divers canaux d'information disponibles. Fin juin, le SPF Justice a déjà communiqué très largement à ce sujet auprès d'environ 800 organisations d'employeurs et associations.

L'administration communale peut seulement délivrer un extrait du casier judiciaire dans la langue de la région linguistique dans laquelle est située la commune. Le citoyen qui en établit la nécessité, peut s'en faire délivrer gratuitement la traduction certifiée conforme en français, en néerlandais ou en allemand, selon le cas. Il demande cette traduction au gouverneur de la province dans laquelle il a son domicile. S'il s'agit d'une traduction allemande, il s'adresse au gouverneur de la province de Liège (4).

## **5.2. Extraits destinés à l'étranger et à la légalisation**

### **5.2.1. Extrait délivré par la commune**

Pour être valables à l'étranger, les extraits délivrés par les communes, comme prévu au point 5.1.1.1. doivent être signés par le bourgmestre, les échevins ou un collaborateur communal dont la signature a été consignée au SPF Affaires étrangères.

Si une traduction jurée est faite de l'extrait, cette traduction jurée doit alors être légalisée par le SPF Justice, sauf dans les cas où il y a exemption de légalisation :

Service légalisation

115, Boulevard de Waterloo

1000 Bruxelles

Tel. : 02 542 65 32

E-mail : legal@just.fgov.be

In de bovenstaande gevallen dient de aanvrager (of diens gemachtigde) die zich tot de gemeente richt om een uittreksel uit het strafregister te bekomen, aldus te worden doorverwezen naar de FOD Justitie:

Dienst Centraal Strafregister,

Waterloolaan 80,

1000 Brussel.

Het loket van de dienst is geopend op werkdagen van 9u tot 11u30 en van 14u tot 15u30.

Email : strafregister@just.fgov.be

### 5.1.2. Types uittreksel

Er bestaan drie hoofdtypes uittreksel uit het strafregister voor particulieren :

- Model 595 : zijnde het basismodel dat in alle gevallen waarin geen model 596 (1 of 2) dient te worden afgeleverd, moet worden afgeleverd.

- Model 596-1 : zijnde het model dat wordt afgeleverd voor het uitoefenen van een gereguleerde activiteit. Voor dit model bestaan er verschillende subtypes naargelang de gereguleerde activiteit waarover het gaat. Een lijst van alle gekende gereguleerde activiteiten werd als bijlage opgenomen bij de omzendbrief nr. 204. De geactualiseerde versie van deze lijst is online raadpleegbaar op de website van de FOD Justitie.

- Model 596-2 : zijnde het model dat wordt afgeleverd voor het uitoefenen van een activiteit in verband met minderjarigen. Art. 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering omschrijft dit als volgt : "een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt".

Meer informatie over de inhoud van de verschillende modellen van uittreksel voor particulieren alsook de lijst van de gereguleerde activiteiten is terug te vinden in de omzendbrief nr. 204 betreffende de uittreksels van het strafregister (B.S., 10 juni 2013), raadpleegbaar op de website van de FOD Justitie.

Om te kunnen garanderen dat de gemeente het correcte type uittreksel aflevert aan de burger, wordt aangeraden om het typeformulier te gebruiken wanneer de burger het uittreksel dient voor te leggen aan een derde (bv. huidige of toekomstige werkgever, club of vereniging waarvan hij/zij lid is, ...) en de burger :

- een gereguleerde activiteit uitoefent (model 596-1), of,

- een activiteit uitoefent waarbij de burger in contact komt met minderjarigen (model 596-2).

Het formulier kan als hulpmiddel dienen om te weten welk type uittreksel aangevraagd of afgeleverd moet worden.

Gelieve deze informatie intern te verspreiden en beschikbaar te stellen aan de burger, werkgevers en verenigingen via de diverse beschikbare informatiekanalen. Vanuit de FOD Justitie werd eind juni reeds een grootschalige communicatie hieromtrent verricht aan +/- 800 werkgeversorganisaties en verenigingen.

Het gemeentebestuur kan enkel een uittreksel van het strafregister afleveren in de taal van het taalgebied waartoe de gemeente behoort. De burger die er de noodzaak van aantoonde, kan evenwel kosteloos een gewaarmerkte vertaling in het Nederlands, Frans of Duits, naar gelang van het geval, vragen via de gouverneur van de provincie van zijn woonplaats. Wanneer een vertaling in het Duits vereist is, wordt de aanvraag gedaan aan de gouverneur van de provincie Luik (4).

## **5.2. Uittreksels bestemd voor het buitenland en legalisatie**

### **5.2.1. Uittreksel afgeleverd door de gemeente**

De uittreksels afgeleverd door de gemeenten, zoals voorzien onder punt 5.1.1.1., dienen, om geldig te zijn in het buitenland, te worden ondertekend door de burgemeester, schepen of een gemeentelijke medewerker wiens handtekening gedeponneerd is bij de FOD Buitenlandse Zaken.

Indien een beëdigde vertaling wordt gemaakt van het uittreksel, dan dient deze beëdigde vertaling, behoudens de gevallen waarin er vrijstelling is van legalisatie, te worden gelegaliseerd door de FOD Justitie :

Dienst Legalisatie

Waterloolaan 115

1000 Brussel

Tel. : 02 542 65 32

E-mail : legal@just.fgov.be

Ensuite, le citoyen est tenu, sauf pour les cas faisant l'objet d'une dispense de légalisation, de faire légaliser l'extrait en question et aussi la traduction jurée éventuelle de celui-ci par le SPF Affaires étrangères :

Service Légalisations

Rue des Petits Carmes 27, 1000 Bruxelles

Tél. : 02 501 32 00

Formulaire de contact : site internet (5) du SPF Affaires étrangères.

### **5.2.2. Extrait délivré par le service du Casier judiciaire central**

Les extraits délivrés par le Casier judiciaire central, comme prévu au point 5.1.1.2. doivent en principe être légalisés pour être valables à l'étranger.

L'extrait de casier judiciaire et aussi sa traduction jurée éventuelle doivent alors être légalisés par le SPF Justice, sauf dans les cas où il y a exemption de légalisation :

service Légalisations

Boulevard de Waterloo 115

1000 Bruxelles

Tél. : 02 542 65 32

e-mail : : legal@just.fgov.be

Sauf pour les cas faisant l'objet d'une dispense de légalisation, le citoyen est ensuite tenu de faire légaliser l'extrait en question et la traduction jurée éventuelle de celui-ci par le SPF Affaires étrangères :

service Légalisations

Rue des Petits Carmes 27,

1000 Bruxelles

Tél. : 02 501 32 00

Formulaire de contact : site internet du SPF Affaires étrangères.

Aucune légalisation n'est toutefois nécessaire pour certains pays. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet sur le site Internet du SPF Affaires étrangères.

De plus amples informations concernant la procédure de légalisation sont disponibles sur le site Internet du SPF Justice et du SPF Affaires étrangères.

### **5.3 Condamnations étrangères**

Les condamnations étrangères seront mentionnées sur les extraits de casier judiciaire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 en application des articles 590 16°, 595 et 596 du code d'instruction criminelle.

### **5.4 Peines de travail**

Les peines de travail ne sont, en principe et jusqu'à nouvel ordre, jamais mentionnées sur les différents types d'extrait pour usage privé, sauf :

- si la réglementation professionnelle spécifique prévoit explicitement la mention de la peine de travail (arrêt n° 156/2015 de la Cour constitutionnelle du 29 octobre 2015) ;

- sur les extraits délivrés dans le cadre de la composition d'un jury pour les cours d'assises conformément à la loi du 21 décembre 2009 relative à la réforme de la cour d'assises (arrêt n° 137/2011 de la Cour constitutionnelle du 27 juillet 2011) ;

- sur les extraits délivrés conformément à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle (à la suite de la modification de cet article par l'article 57 de la loi du 5 février 2016 modifiant le droit pénal et la procédure pénale et portant des dispositions diverses en matière de justice).

Cette disposition remplace la circulaire n° 176 du 28 février 2011.

### **6. Authentification de l'extrait**

En vertu de l'article 10 de l'AR du 21 novembre 2016, l'extrait doit être signé, daté et cacheté par la commune lorsqu'il est délivré au citoyen. Ces actes permettent de conférer date certaine à la délivrance de l'extrait par la commune.

La date de l'extrait (au niveau de son contenu) est la date figurant sur la première page de l'extrait, en haut à gauche.

Nadien dient de burger, behoudens de gevallen waarin er vrijstelling is van legalisatie, het uittrekselen ook de eventuele beëdigde vertaling hiervan, te laten legaliseren door de FOD Buitenlandse Zaken :

Dienst Legalisaties

Karmelietenstraat 27, 1000 Brussel

Tel. : 02 501 32 00

Contactformulier : website (5) van de FOD Buitenlandse Zaken.

### **5.2.2. Uittreksel afgeleverd door het CSR**

De uittreksels afgeleverd door het Centraal Strafregister, zoals voorzien onder punt 5.1.1.2., dienen om geldig te zijn in het buitenland in principe te worden gelegaliseerd.

Het uittreksel uit het strafregister en ook de eventuele beëdigde vertaling hiervan dienen te worden gelegaliseerd door de FOD Justitie, behoudens de gevallen waarin er vrijstelling is van legalisatie :

Dienst Legalisatie

Waterloolaan 115

1000 Brussel

Tel.: 02 542 65 32

E-mail : : legal@just.fgov.be

Indien er geen vrijstelling van legalisatie is, dient de burger vervolgens het uittreksel en ook de eventuele beëdigde vertaling hiervan, te laten legaliseren door de FOD Buitenlandse Zaken :

Dienst Legalisaties

Karmelietenstraat 27,

1000 Brussel

Tel. : 02 501 32 00

Contactformulier : website van de FOD Buitenlandse Zaken.

Voor sommige landen is evenwel geen legalisatie nodig. Meer informatie hierover is terug te vinden op de website van de FOD Buitenlandse Zaken.

Meer informatie over de legalisatieprocedure is beschikbaar op de website van de FOD Justitie en van de FOD Buitenlandse Zaken.

### **5.3 Buitenlandse veroordelingen**

Buitenlandse veroordelingen worden vanaf 1 januari 2018 vermeld op de uittreksels van het strafregister in toepassing van de artikelen 590, 16°, 595 en 596 van het Wetboek van Strafvordering.

### **5.4 Werkstraffen**

Werkstraffen worden in principe en tot nader order nooit vermeld op de verschillende types uittreksel voor particulier gebruik, behalve :

- indien de specifieke beroepsreglementering de vermelding van de werkstraf expliciet voorziet (arrest nr. 156/2015 van 29 oktober 2015 van het Grondwettelijk Hof);

- op de uittreksels afgeleverd in het kader van de samenstelling van een jury voor de hoven van assisen conform de wet van 21 december 2009 tot hervorming van het hof van assisen (arrest nr. 137/2011 van 27 juli 2011 van het Grondwettelijk Hof);

- op de uittreksels afgeleverd conform artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering (ingevolge de wijziging van dit artikel door art. 57 van de wet van 5 februari 2016 tot wijziging van het strafrecht en de strafvordering en houdende diverse bepalingen inzake justitie).

Deze bepaling vervangt de omzendbrief nr. 176 van 28 februari 2011.

### **6. Authenticatie van het uittreksel**

Krachtens artikel 10 van het KB van 21 november 2016, dient het uittreksel op het ogenblik van afgifte van het document aan de burger te worden ondertekend, gedateerd en afgestempeld door de gemeente. Door deze handeling wordt de aflevering van het uittreksel door het gemeentebestuur op een bepaalde datum bevestigd.

De datum van het uittreksel (voor wat betreft de inhoud) is de datum die links bovenaan op de eerste pagina van het uittreksel vermeld staat.

La signature et l'authentification de l'extrait permettent à l'administration communale de confirmer le contexte dans lequel le document a été délivré au citoyen, tandis que le contenu de l'extrait relève de la responsabilité du Casier judiciaire central en sa qualité de gestionnaire de l'information.

La délégation pour les officiers de l'état civil est réglée par l'article 126 de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988.

L'article 10 de l'AR du 21 novembre 2016 part du principe que les extraits de casier judiciaire sont essentiellement délivrés au format papier au citoyen. Mais le ministre peut toutefois déterminer d'autres moyens de délivrance, conformément à l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté royal du 21 novembre 2016.

Les modalités pour la délivrance électronique des extraits de casier judiciaire seront précisées dans un arrêté ministériel.

### **7. Certaines administrations publiques peuvent demander des données déterminées au Casier judiciaire central**

Certaines administrations publiques sont habilitées à demander un extrait d'un particulier (personne physique ou morale) au Casier judiciaire central. Elles ne peuvent demander les données que pour les fins prévues par la loi ou par arrêté royal, et la demande ne peut être faite que par les personnes qui y sont mentionnées.

Citons par exemple les différents services publics mentionnés dans l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central, et dans la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

#### **8. Extraits délivrés aux mineurs**

La loi (article 595 CIC) ne fait pas de distinction entre majeurs et mineurs en matière de délivrance d'extraits. Les extraits de casier judiciaire peuvent dès lors être délivrés à des mineurs pour autant qu'ils justifient de leur identité.

Il convient toutefois d'observer que l'extrait concernant une personne âgée de moins de seize ans sera toujours vierge, vu que la responsabilité pénale ne peut survenir au plus tôt qu'à partir de seize ans (à savoir, en cas de renvoi du tribunal de la jeunesse vers le tribunal correctionnel ou la cour d'assises, en cas d'infractions d'extrême gravité, ainsi que pour certaines infractions de roulage : dans ces cas, des condamnations peuvent être reprises sur l'extrait). D'éventuelles mesures de protection de la jeunesse ne sont jamais mentionnées sur des extraits pour les particuliers.

#### **9. Interdictions de contact avec des mineurs**

Les interdictions de contact avec des mineurs prononcées par un juge d'instruction dans le cadre de la détention préventive sont désormais toutes transmises au service du Casier judiciaire central et enregistrées par celui-ci, conformément à la circulaire n° 260 (MB du 17 août 2017).

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'existence d'une éventuelle interdiction de contact avec des mineurs sera automatiquement mentionnée sur les modèles 596.2 et les administrations communales ne devront dès lors plus demander cette information auprès des services de police locale, comme le prévoit l'article 23 de l'AR du 21 novembre 2016.

L'administration communale doit pour tout extrait modèle 596.2 demandé par écrit ou par voie électronique, jusqu'à nouvel ordre, demander aux services de police si la personne concernée est en détention préventive.

Si la personne concernée est en détention préventive, l'administration communale ne peut délivrer l'extrait (codé d'instruction criminelle, art.596 alinéa 4).

#### **10. Personnes morales**

Les extraits concernant des personnes morales sont exclusivement délivrés par le service du Casier judiciaire central.

Les éventuelles demandes d'extraits pour les personnes morales doivent dès lors être renvoyées vers le service du Casier judiciaire central à Bruxelles.

#### **11. Support**

##### **11.1. HelpDesk**

Le service du Casier judiciaire central du SPF Justice met un helpdesk à la disposition des citoyens, des administrations communales et d'autres autorités qui disposent ou non d'un accès direct au Casier judiciaire central.

Door de ondertekening en authenticatie van het uittreksel bevestigt het gemeentebestuur de wettelijke context waarin het document werd afgeleverd aan de burger, terwijl de inhoud van het uittreksel onder de verantwoordelijkheid van het Centraal Strafrechtregister, als beheerder van de informatie, valt.

De delegatie voor de ambtenaren van de burgerlijke stand wordt geregeld in artikel 126 van de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988.

Artikel 10 van het KB van 21 november 2016, gaat ervan uit dat de uittreksels uit het strafregister principieel in papieren vorm worden afgeleverd aan de burger. Maar de Minister kan evenwel in andere wijzen van aflevering voorzien, overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van het KB van 21 november 2016.

De voorwaarden voor het elektronisch afleveren van de uittreksels uit het strafregister zullen nader worden omschreven in een ministerieel besluit.

### **7. Sommige openbare besturen kunnen bepaalde gegevens opvragen uit het Centraal Strafrechtregister**

Bepaalde openbare besturen zijn gemachtigd om een uittreksel betreffende een particulier (natuurlijke of rechtspersoon) uit het Centraal Strafrechtregister op te vragen. Zij kunnen enkel de gegevens opvragen voor de in de wet of koninklijk besluit bepaalde finaliteit en de aanvraag kan enkel gebeuren door de daarin bepaalde personen.

Voorbeelden hiervan zijn de verschillende overheidsdiensten opgenomen in het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de toegang van bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafrechtregister en de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

#### **8. Uittreksels afgeleverd aan minderjarigen**

De wet (art. 595 Sv.) maakt geen onderscheid tussen meerder- of minderjarigen inzake het afleveren van uittreksels. Uittreksels uit het strafregister kunnen bijgevolg aan minderjarigen worden afgeleverd voor zover zij hun identiteit bewijzen.

Er dient evenwel te worden opgemerkt dat het uittreksel betreffende een -16 jarige altijd blanco zal zijn aangezien de strafrechtelijke aansprakelijkheid ten vroegste vanaf 16 jaar kan ontstaan (i.e. in geval van doorverwijzing door de Jeugdrechtbank naar de correctionele rechtbank of het hof van Assisen, in geval van zeer ernstige misdrijven, alsook voor bepaalde verkeersdelicten : in deze gevallen kunnen de veroordelingen worden opgenomen in het uittreksel). Eventuele jeugdbeschermingsmaatregelen worden nooit op uittreksels voor particulieren vermeld.

#### **9. Contactverboden met minderjarigen**

De contactverboden met minderjarigen, uitgesproken door een onderzoeksrechter in het kader van de voorlopige hechtenis, worden voortaan allemaal overgezonden aan en geregistreerd door het Centraal Strafrechtregister, conform de omzendbrief nr. 260 (B.S., 17 augustus 2017).

Vanaf 1 januari 2018 zal het bestaan van een eventueel contactverbod met minderjarigen automatisch worden vermeld op de modellen 596.2 en dienen de gemeentebesturen deze informatie bijgevolg niet langer op te vragen bij de lokale politiediensten, zoals voorzien in artikel 23 van het KB van 21 november 2016.

Het gemeentebestuur dient voor elk uittreksel model 596.2, gevraagd via brief of via elektronische weg, tot nader order, bij de politiedienst navragen of betrokkene in voorlopige hechtenis is.

Indien betrokkene in voorlopige hechtenis is, dan mag het gemeentebestuur geen uittreksel afleveren (Wetboek van strafvordering, art. 596, 4).

#### **10. Rechtspersonen**

Uittreksels betreffende rechtspersonen worden uitsluitend afgeleverd door de Dienst Centraal Strafrechtregister.

Eventuele aanvragen van uittreksels voor rechtspersonen dienen bijgevolg te worden doorverwezen naar de Dienst Centraal Strafrechtregister te Brussel.

#### **11. Support**

##### **11.1. Helpdesk**

De dienst Centraal Strafrechtregister van de FOD Justitie stelt een helpdesk ter beschikking van de burgers, de gemeentebesturen en andere overheden die al dan niet rechtstreeks toegang hebben tot het Centraal Strafrechtregister.

**11.1.1. Pour les administrations communales**

Le helpdesk est accessible du lundi au vendredi durant les heures de bureau par :

- e-mail : support.cjcs-cg@just.fgov.be (pour des questions techniques portant sur la connexion et de contenu)

- téléphone : 02 542 78 68 (en cas d'urgence entre 9.30-11.30 et 13.30-15.30)

- e-mail : casierjudiciaire@just.fgov.be (pour toutes les autres questions)

**11.1.2. Pour les citoyens**

L'administration communale peut renvoyer le citoyen au Casier judiciaire central pour des questions qui concernent le contenu de l'extrait.

- e-mail : casierjudiciaire@just.fgov.be

- téléphone : 02 552 27 47

- correspondance : SPF Justice – Service Casier judiciaire central – 115, Boulevard de Waterloo, 1000 Bruxelles

- guichet : Service Casier judiciaire central – 80, Boulevard de Waterloo, 1000 Bruxelles (ouvert de 9.00-11.30 et 14.00-15.30)

**11.2. Documentation**

Les documents et textes de loi pertinents dans le cadre de la délivrance d'extraits aux particuliers ainsi que les documents utiles pour les administrations communales sont disponibles sur le site Internet du SPF Justice.

En outre, vous pouvez également consulter le manuel d'utilisation et les informations utiles destinées aux administrations communales par le biais de l'application CJCS-CG.

**II. SUJETS SPÉCIFIQUES****1. Bulletins de renseignements**

La pratique de délivrance des bulletins de renseignements par les administrations communales sera supprimée à partir du 1<sup>er</sup> mars 2018, étant donné que toutes les informations reprises dans ce document sont actuellement disponibles via d'autres canaux pour le Ministère public et qu'aucune base légale n'existe pour les bulletins de renseignements. Les instances judiciaires en sont également informées.

**2. Enquêtes de moralité**

La police locale peut interroger directement l'administration communale (service casier judiciaire) dans le cadre de la délivrance des licences d'armes sur base de l'article 5 § 4 de la loi sur les armes et de la circulaire du 8 juin 2006. Dans ces cas, la commune délivre un extrait 596.1-5 à l'agent de police.

Pour toute autre forme d'enquête de moralité, à condition que la base légale soit mentionnée, un extrait est émis par l'administration communale.

**3. Compétences résiduelles des administrations communales**

Les matières ci-dessous, pour lesquelles la connaissance de certaines décisions judiciaires en matière pénale est requise, restent jusqu'à nouvel ordre et dans l'attente d'une solution intégrée, de la compétence et de la responsabilité des administrations communales après le 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

- gestion des interdictions des droits électoraux et établissement des listes électorales (voir point 3.1) ;

- déchéances du droit de conduire (voir point 3.2) ;

- établissement des listes de jurés pour les cours d'assises (voir point 3.3).

Ces matières sont abordées successivement ci-dessous.

**11.1.1. Voor de gemeentebesturen**

De helpdesk is bereikbaar van maandag tot vrijdag tijdens de kantooruren via :

- Email : support.cjcs-cg@just.fgov.be (voor technische vragen betreffende de aansluiting en inhoudelijke vragen)

- Telefoon : 02 542 78 68 (voor dringende zaken tussen 9.30-11.30 en 13.30-15.30)

- Email : strafregister@just.fgov.be (voor alle andere vragen)

**11.1.2. Voor de burgers**

Het gemeentebestuur kan de burger voor inhoudelijke vragen betreffende het uittreksel doorverwijzen naar het Centraal Strafregister.

- Email : strafregister@just.fgov.be

- Telefoon : 02 552 27 29

- Brief : FOD Justitie – Dienst Centraal Strafregister - Waterloolaan 115, 1000 Brussel

- Loket : Dienst Centraal Strafregister – Waterloolaan 80, 1000 Brussel (open van 9.00-11.30 en 14.00-15.30)

**11.2. Documentatie**

De relevante documenten en wetgeving in het kader van de aflevering van uittreksels aan particulieren en nuttige documenten voor de gemeentebesturen zijn beschikbaar op de website van de FOD Justitie.

Daarnaast kan u ook de gebruikershandleiding en nuttige informatie bestemd voor de gemeentebesturen raadplegen via de applicatie CJCS-CG.

**II. SPECIFIEKE ONDERWERPEN****1. Inlichtingenbulletins**

De praktijk van aflevering van de inlichtingenbulletins door de gemeentebesturen wordt afgeschaft vanaf 1 maart 2018, aangezien alle informatie in dit document thans via andere kanalen beschikbaar is voor het Openbaar Ministerie en er geen wettelijke basis voor de inlichtingenbulletins bestaat. De gerechtelijke instanties worden hierover geïnformeerd.

**2. Moraliteitsonderzoeken**

De lokale politie kan het gemeentebestuur (dienst gemeentelijk strafregister) rechtstreeks bevragen in het kader van de aflevering van wapenvergunningen op grond van art. 5 § 4 van de Wapenwet en de omzendbrief van 8 juni 2006. Er wordt in deze gevallen een uittreksel 596.1-5 door de gemeente afgeleverd aan de politieambtenaar.

Voor alle andere vormen van moraliteitsonderzoek, mits vermelding van de wettelijke basis, wordt een uittreksel afgeleverd door het gemeentebestuur.

**3. Residuaire bevoegdheden van de gemeentebesturen**

De volgende materies waarvoor de kennis vereist is van bepaalde rechterlijke beslissingen in strafzaken, blijven tot nader order, en in afwachting van een geïntegreerde oplossing, tot de bevoegdheid en verantwoordelijkheid van de gemeentebesturen behoren na 1 januari 2018 :

- beheer van de kiesontzettingen en opstellen van de kieslijsten (cf. punt 3.1);

- ontzettingen van het recht tot sturen (cf. punt 3.2);

- opstellen van de lijsten van gezworenen voor de hoven van assisen (cf. punt 3.3).

Deze aangelegenheden worden hieronder achtereenvolgens besproken.

### 3.1. Élections

En application de la circulaire du 31 mai 2011 relative à l'application des nouvelles dispositions du Code électoral modifiées par la loi du 14 avril 2009, les parquets des cours et tribunaux doivent systématiquement communiquer les interdictions, temporaires ou définitives, du droit de vote au bourgmestre de la commune où l'intéressé était inscrit au registre de la population à l'époque de la condamnation ou de l'internement, ainsi qu'à l'intéressé lui-même. Cette directive a été rappelée dans la circulaire ministérielle n° 260 destinée à l'ordre judiciaire, concernant les données qui doivent être communiquées au Casier judiciaire central (M.B. 17 août 2017).

La gestion des interdictions des droits électoraux et l'établissement des listes électorales demeurent dès lors de la compétence des administrations communales. Elles reçoivent les informations en la matière directement des cours et tribunaux.

### 3.2. Déchéances du droit de conduire

L'extrait du Casier judiciaire central mentionne uniquement la déchéance du droit de conduire qui constitue une peine accessoire, lorsque la peine principale est mentionnée. Le Casier judiciaire central ne contient pas davantage d'information relative à l'exécution de la peine et, par conséquent, seule la durée de la déchéance prononcée par le tribunal est enregistrée, mais pas les dates effectives de début et de fin de l'interdiction de conduire.

Les administrations communales peuvent retrouver cette information dans Mercurius.

### 3.3. Listes de jurés pour les cours d'assises

Dans l'attente d'une solution adéquate, la commune peut transmettre une liste des personnes à vérifier pour la composition d'un jury pour la cour d'assises (au format Excel, avec mention des nom, prénom et du numéro de registre national) au Casier judiciaire central, aux fins de vérification, à l'adresse électronique suivante : casierjudiciaire@just.fgov.be.

### 4. Décorations

Toute demande concernant une décoration est traitée par le Casier judiciaire central. L'administration communale peut renvoyer le demandeur au Casier judiciaire central à cette fin.

### 5. Procédure en cas de déménagement

Les dossiers de casier judiciaire doivent être transmis à la nouvelle commune jusqu'à la date de la suppression des bulletins de renseignements.

Les instances judiciaires ont déjà été informées des directives à suivre dans le cadre de la connexion des communes au Casier judiciaire central, ce par le biais de la circulaire n° 260 relative à la connexion des communes au Casier judiciaire central – données qui doivent être communiquées au Casier judiciaire central.

J'adresse aux administrations communales tous mes vœux de succès dans le cadre de l'application pratique de ces directives et souhaite les remercier vivement pour leur collaboration fructueuse.

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

Notes

(1) Article 10 de la loi du 31 juillet 2009 portant diverses dispositions concernant le Casier judiciaire central.

(2) À l'exception des tribunaux de police, vu que 85 % de toutes les condamnations prononcées par les tribunaux de police sont automatiquement importées dans le Casier judiciaire central grâce à la connexion entre ce dernier et l'application Mach.

(3) <https://justice.belgium.be>

(4) Article 13 §1 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

(5) <https://diplomatie.belgium.be>

### 3.1 Verkiezingen

In toepassing van de omzendbrief van 31 mei 2011 betreffende de toepassing van de nieuwe bepalingen van het Kieswetboek die gewijzigd werden bij de wet van 14 april 2009 gevraagd dienen de parketten van de hoven en rechtbanken de ontzettingen – tijdelijk of definitief – uit het kiesrecht systematisch te melden aan de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene ingeschreven was in het bevolkingsregister ten tijde van de veroordeling of internering, alsook aan de betrokkene zelf. Deze richtlijn werd herhaald in de ministeriële omzendbrief nr. 260, gericht aan de rechterlijke orde, betreffende de gegevens die aan het Centraal Strafregister dienen te worden overgemaakt (B.S. 17 augustus 2017).

Het beheer van de kiesontzettingen en het opstellen van de kieslijsten blijft bijgevolg tot de bevoegdheid van de gemeentebesturen behoren. Zij ontvangen de informatie dienaangaande rechtstreeks van de hoven en rechtbanken.

### 3.2 Ontzettingen van het recht tot sturen

Het uittreksel uit het Centraal Strafregister vermeldt enkel de ontzetting uit het recht tot sturen, die een bijkomende straf is, wanneer de hoofdstraf vermeld wordt. In het Centraal Strafregister wordt eveneens geen informatie met betrekking tot de strafuitvoering geregistreerd en bijgevolg wordt enkel de door de rechtbank uitgesproken duur van de ontzetting geregistreerd, doch niet de effectieve start- en einddata van het rijverbod.

Deze informatie kunnen de gemeentebesturen terugvinden in Mercurius.

### 3.3 Lijsten van gezworenen voor de hoven van assisen

In afwachting van een adequate oplossing kan de gemeente, een lijst van de te verifiëren personen voor de samenstelling van een jury voor het hof van assisen (excell-formaat met vermelding van naam, voor- en rijksregisternummer) overmaken aan het Centraal Strafregister voor verificatie aan het volgende mailadres : strafregister@just.fgov.be.

### 4. Eretekens

Elke aanvraag betreffende eretekens, wordt behandeld door het Centraal Strafregister. Het gemeentebestuur mag de aanvrager doorverwijzen naar het Centraal Strafregister.

### 5. Procedure bij verhuis

De dossiers van het strafregister dienen overgezonden te worden aan de nieuwe gemeente tot de datum dat de inlichtingenbulletins afgeschaft zullen worden.

De gerechtelijke instanties werden reeds ingelicht over de te volgen richtlijnen in het kader van de aansluiting van de gemeenten op het Centraal Strafregister via de omzendbrief nr. 260 betreffende de aansluiting van de gemeenten op het Centraal Strafregister – gegevens die aan het Centraal Strafregister moeten worden bezorgd.

Ik wens de gemeentebesturen veel succes bij de praktische toepassing van deze richtlijnen en wens hen van harte te danken voor hun vruchtbare samenwerking.

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

Nota's

(1) Artikel 10 van de wet van 31 juli 2009 betreffende diverse bepalingen met betrekking tot het Centraal Strafregister.

(2) Met uitzondering van de politierechtbanken gezien de koppeling van Mach aan het Centraal Strafregister waardoor 85% van alle veroordelingen door de politierechtbanken automatisch in het Centraal Strafregister wordt geïnjecteerd.

(3) <https://justitie.belgium.be>

(4) Artikel 13 §1 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het taalgebruik in bestuurszaken.

(5) <https://diplomatie.belgium.be>